

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

24 MARS 1997

PROJET DE LOI

**modifiant la loi ordinaire du 16 juillet
1993 visant à achever la structure
fédérale de l'Etat**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
FINANCES ET DU BUDGET (1)

PAR MME
An HERMANS

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Didden.

A. — Titulaires :

C.V.P. M. Didden, Mme Hermans,
MM. Pieters (D.), Van-
poucke.
P.S. MM. Demotte, Dufour,
Meureau.
V.L.D. MM. Daems, De Grauwe,
Desimpel.
S.P. MM. Schoeters, Suykens.
P.R.L.- MM. Bertrand, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. M. Arens.
Vl. Mme Colen.
Blok
Agalev/M. Tavernier.
Ecolo

B. — Suppléants :

M. Ansoms, Mme D'Hondt (G.),
MM. Eyskens, Van Erps, Van Parys.
MM. Canon, Delizée, Henry,
Moriau.
MM. De Croo, Huts, Lahaye, Ver-
snick.
Mme Croes-Lieten, MM. Schellens,
Van Gheluwe.
MM. de Donnée, Maingain, Michel.
Mme Cahay-André, M. Fournaux.
MM. Huysentruyt, Van den Eynde.
MM. Detienne, Viseur (J.-P.).

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. M. Olaerts.

Voir :

- 918 - 96 / 97 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendement.

Voir aussi :

- N° 4 : Texte adopté par la commission.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

24 MAART 1997

WETSONTWERP

**tot wijziging van de gewone wet van
16 juli 1993 tot vervollediging van de
federale staatsstructuur**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
FINANCIEN EN DE BEGROTING (1)

UITGEBRACHT DOOR MEVR.
An HERMANS

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Didden.

A. — Vaste leden :

C.V.P. H. Didden, Mevr. Hermans,
HH. Pieters (D.), Van-
poucke.
P.S. HH. Demotte, Dufour,
Meureau.
V.L.D. HH. Daems, De Grauwe,
Desimpel.
S.P. HH. Schoeters, Suykens.
P.R.L.- HH. Bertrand, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. H. Arens.
Vl. Mevr. Colen.
Blok
Agalev/H. Tavernier.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

H. Ansoms, Mevr. D'Hondt (G.),
HH. Eyskens, Van Erps, Van Parys.
HH. Canon, Delizée, Henry,
Moriau.
HH. De Croo, Huts, Lahaye, Ver-
snick.
Mevr. Croes-Lieten, HH. Schellens,
Van Gheluwe.
HH. de Donnée, Maingain, Michel.
Mevr. Cahay-André, H. Fournaux.
HH. Huysentruyt, Van den Eynde.
HH. Detienne, Viseur (J.-P.).

C. — Niet-stemgerechtigd lid :

V.U. H. Olaerts.

Zie :

- 918 - 96 / 97 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 : Amendement.

Zie ook :

- N° 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi au cours de sa réunion du 11 mars 1997.

I. — INTRODUCTION DU PREMIER MINISTRE

Le premier ministre explique que depuis quelque temps déjà, le gouvernement a pris l'habitude de déposer, le plus souvent en début d'année, un projet de loi tendant à rendre plus opérationnelle la législation en matière d'écotaxes. C'est également le cas du présent projet.

Il faut reconnaître que la qualité légistique de notre législation sur les écotaxes n'est pas exemplaire.

Lorsque les écotaxes furent instaurées en 1993, il s'agissait d'un instrument économique relativement nouveau et au sujet duquel on n'avait pratiquement pas d'expérience.

Dans les années suivantes, il a fallu adapter le système de manière quasi permanente afin d'une part, de le maintenir opérationnel et d'autre part d'assurer que la philosophie de base du règlement initial demeure respectée. Le présent projet est relativement court. Il entend mettre en œuvre les avis de la Commission de suivi et ce, même si le Gouvernement propose de n'adopter qu'en partie certaines propositions formulées par la Commission de suivi.

Les papiers

Vous vous souvenez sans doute que lors de la discussion de la précédente modification de la loi, la Commission de suivi n'avait pas encore finalisé l'examen de la problématique de l'écotaxe sur les papiers. Pour cette raison il a été décidé à l'époque de reporter de 1 an l'application de ces dispositions légales.

La commission de suivi a procédé à un examen approfondi de ces questions et a finalement émis l'avis suivant en tenant compte du fait qu'il est encore toujours impossible de déterminer *a posteriori* (par exemple, en cas d'importation de produits finis) la teneur en fibres recyclées de certaines catégories de papiers :

— tout d'abord, elle propose d'instaurer des normes de produits en vue de bannir du flux de papier certaines matières qui rendent le recyclage plus difficile;

— partant de la considération que le prix des vieux papiers doit se stabiliser afin d'assurer une collecte et une transformation constantes, la commission a proposé une taxe de financement sur le papier toutes-boîtes. Le gouvernement a préféré ne pas adopter cette suggestion pour deux raisons : il souhaite se borner à imposer au secteur du papier une obligation de résultats au niveau de l'élimination du flux de déchets des vieux papiers et à laisser au secteur le choix des moyens à mettre en œuvre pour y

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 11 maart 1997.

I. — INLEIDING VAN DE EERSTE MINISTER

Het is zo stilaan een gewoonte geworden aldus *de eerste minister* dat de Regering, doorgaans bij het begin van het jaar, een ontwerp van wet indient met het oog op het operationaliseren van de wetgeving betreffende de milieutaksen. Ook met dit ontwerp is dit het geval.

Het dient toegegeven dat de legistische kwaliteit van onze wetgeving inzake milieutaksen niet bijster goed is.

Toen in 1993 de milieutaks werd ingesteld was dit een relatief nieuw economisch instrument waarmee men nagenoeg geen ervaring had.

In de daaropvolgende jaren heeft men het systeem vrijwel constant moeten bijsturen teneinde het enerzijds werkzaam te houden doch er anderzijds ook voor te zorgen dat de basisfilosofie van de initiële regeling gerespecteerd bleef. Het voorliggend ontwerp is vrij kort. Het beoogt uitvoering te geven aan de adviezen van de opvolgingscommissie, al stelt de Regering voor om sommige van de door deze geformuleerde voorstellen slechts ten dele te volgen.

Papier

U zal zich herinneren dat bij de bespreking van de vorige wetswijziging, de opvolgingscommissie haar onderzoek van de problematiek van de milieutaks op papier nog niet had afgerond. Om die reden werd toen beslist om de toepassing van deze wetsbepalingen nog met een jaar te verdagen.

De opvolgingscommissie heeft deze problemen aan een grondig onderzoek onderworpen en heeft tenslotte het volgend advies uitgebracht, ervan uitgaande dat het nog steeds onmogelijk blijkt om *a posteriori* (bijvoorbeeld bij de invoer van de afgewerkt papier) het gehalte aan gerecycleerde vezels in een bepaalde papiersoort te bepalen :

— zij stelt vooreerst voor om produktnormen in te stellen met het oog op het uit de papierstroom verwijderen van bepaalde stoffen die de recyclage bemoeilijken;

— uitgaande van de overweging dat de prijs van het oud papier moet worden gestabiliseerd teneinde een constante ophaling en verwerking te verzekeren stelde de commissie voor om een financierende heffing op publiciteitsdrukwerk in te stellen. De regering heeft gekozen om niet op deze suggestie in te gaan, in hoofdzaak om twee redenen : zij wenst zich ertoe te beperken om aan de papiersector een resultaatverbintenis op te leggen op het vlak van het oud papier doch om de sector de vrijheid te laten aan-

arriver. De plus, il ne lui semblait pas indiqué de soumettre certains produits (papier toutes-boîtes) à une taxe spécifique plus élevée;

— la commission de suivi était également d'avis qu'un système d'ecolabel devrait être mis sur pied et que les régions devraient faire garantir le recyclage en prévoyant une obligation de reprise. Ces deux points ne relèvent évidemment pas du domaine du présent projet;

— enfin, la Commission a estimé qu'il importait de rendre le texte applicable conformément aux règles européennes et internationales en matière de libre circulation de biens. Elle a proposé de suspendre l'application de la loi pendant 4 ans, période au cours de laquelle le secteur devrait démontrer qu'il est en mesure d'éliminer du flux des déchets une quantité suffisante de papier, et ce par la mise en place de son propre système. En ce qui concerne la période de suspension, le Gouvernement va moins loin que la commission de suivi. Il se rallie à l'idée d'imposer une sorte d'obligation de résultats.

Le Gouvernement propose de reporter l'écotaxe sur les papiers jusqu'au 31 décembre 1997. Pour la fin septembre 1997, un arrêté royal pris après concertation avec les Régions déterminera le pourcentage des papiers mis à la consommation qui doit être collecté et recyclé.

Si le secteur respecte cet objectif, aucune écotaxe ne sera due. En d'autres termes, la taxe sera le « bâton derrière la porte » qui obligera le secteur de réaliser les objectifs imposés.

Les rasoirs jetables

Sur base d'une plainte, la Commission européenne a examiné l'écotaxe sur les rasoirs quant à la comptabilité avec les articles 30 et 95 du Traité des CEE. Pour l'ensemble de la loi, le Gouvernement a toujours argué que l'applicabilité de l'article 95 du Traité exclut celle de l'article 30. La Commission européenne argue toutefois que la Cour de Justice, tout en reconnaissant que l'application de l'article 95 exclut celle de l'article 30, précise également que si l'article 95 ne peut être appliqué en raison de l'absence d'une production nationale, un recours à l'article 30 est possible. La Commission européenne a mis l'Etat belge en demeure. Cette mise en demeure est basée d'une part sur la considération que la mesure constitue une entrave à la libre circulation des produits concernés, et d'autre part sur le fait que tant les avis de la Commission de suivi que les discussions parlementaires initiales ont fait apparaître qu'il n'y a pas de différence significative entre les effets sur l'environnement des rasoirs jetables à lames interchangeables et ceux des rasoirs jetables sans lames interchangeables et dès lors qu'il y a disproportionnalité entre l'effet de la mesure et l'objectif de celle-ci.

gaande de keuze van de middelen die daartoe worden ingezet. Bovendien leek het haar niet aangewezen om een bepaalde soort produkten (publiciteitsdrukwerk) aan een specifieke hogere belasting te onderwerpen;

— de opvolgingscommissie was tevens van oordeel dat een systeem van eco-labeling zou moeten worden opgezet en dat de gewesten de recyclage, via de instelling van een terugnameplicht, zouden moeten doen verzekeren. Deze twee punten vallen vanzelfsprekend buiten het domein van dit ontwerp;

— tenslotte was de commissie van oordeel dat, met inachtneming van de Europese en internationale regels inzake vrij verkeer van goederen, de tekst uitvoerbaar moest worden gemaakt. Zij stelde voor om de wet met vier jaar uit te stellen terwijl in deze periode de sector moest aantonen dat hij, door het opzetten van een eigen systeem, voldoende papier uit de afvalstroom kon halen. Op het vlak van de periode van uitstel is de Regering minder ver gegaan dan de opvolgingscommissie. Wel volgt zij de idee om een soort van « resultaatsverbintenis » op te leggen.

De Regering stelt voor om de milieutaks voor papier op te schorten tot 31 december 1997. Tegen eind september 1997 zal, na samenspraak met de Gewesten, bij koninklijk besluit een percentage worden bepaald van het in het verbruik gebracht papier dat moet worden ingezameld en gerecycleerd.

Indien de sector deze doelstelling respecteert, zal geen milieutaks moeten worden betaald. Anders gezegd, de taks zal de « stok achter de deur » zijn die de sector zal verplichten de opgelegde doelstellingen te realiseren.

Wegwerpscheerapparaten

Op basis van een klacht heeft de Europese Commissie de milieutaks op scheermesjes onderzocht in het licht van de verenigbaarheid met de artikelen 30 en 95 van het EEG-Verdrag. Voor het geheel van de wet heeft de Regering steeds aangevoerd dat de toepasbaarheid van artikel 95 van het Verdrag de toepassing van artikel 30 uitsloot. De Europese Commissie voert echter aan dat het Hof van Justitie, indien het erkent dat de toepassing van artikel 95 deze van artikel 30 uitsluit, ook stelt dat indien artikel 95 wegens het ontbreken van nationale productie niet kan worden toegepast, een beroep op artikel 30 mogelijk is. De Europese Commissie heeft de Belgische Staat in gebreke gesteld. Deze ingebrekestelling is gebaseerd enerzijds op de overweging dat de maatregel het verkeer van de betrokken produkten belemmert en anderzijds op het feit dat zowel uit de adviezen van de opvolgingscommissie als uit de initiële parlementaire besprekingen blijkt dat er geen betekenisvolle verschillen zijn tussen de milieueffecten van wegwerpscheerapparaten met vervangbare mesjes en deze zonder vervangbare mesjes en dat er dus geen proportionaliteit is tussen het effect van de maatregel en zijn doel.

Le Gouvernement vous propose de donner suite à cette mise en demeure et d'abroger l'écotaxe en question.

A cet égard, l'adoption de la position de la Commission peut être mise à profit pour la défense du système belge des écotaxes. En effet, si l'on adopte le point de vue que l'article 30 est d'application si l'article 95 ne peut pas être invoqué en raison de l'absence de production nationale, l'on reconnaît *a contrario* que si l'article 95 peut effectivement être invoqué, l'article 30 n'est pas applicable.

Vu les offensives possibles d'autres secteurs industriels contre la législation belge sur base de l'article 30, cela constitue un point important.

Les emballages de boissons

Il est également proposé d'exonérer de l'écotaxe, les emballages de boissons constitués de matériaux d'usage peu courant et difficilement recyclables. Il s'agit notamment des emballages de boissons constituées de porcelaine, de bois et de grès.

Les trois régions ont marqué leur accord sur le texte de ce projet de loi (cf. annexes I et II).

II. — DISCUSSION GENERALE

M. Tavernier indique que le gouvernement n'a pas suivi l'ensemble des recommandations (par exemple, l'instauration d'une taxe de financement) contenues dans l'avis de la commission de suivi - avis qui n'était d'ailleurs pas unanime (la « quasi-unanimité » dont il est question dans l'exposé des motifs traduit en fait un vote par 6 voix pour, 3 contre et une abstention).

Il estime que l'on s'écarte de plus en plus de l'objectif initial des écotaxes (instaurer une taxe sur des produits polluants à charge du consommateur afin d'en dissuader la consommation), ce qui entame la crédibilité de l'accord politique sous-tendant leur mise en œuvre.

Le système des écotaxes, tel qu'il est actuellement conçu par le gouvernement fait en revanche peser la charge sur le producteur, qui doit démontrer qu'il a atteint un certain pourcentage de recyclage.

Cela devient finalement une question de traitement des déchets plutôt qu'une question de normes de produits, si bien que l'on peut se demander dans quelle mesure le pouvoir fédéral est encore compétent.

L'intervenant reconnaît que le contrôle du taux de fibres recyclées dans le papier pose des problèmes techniques. Un autre contrôle était toutefois possible, à savoir par le biais d'analyses comptables du rapport entre les fibres nouvelles et les fibres recyclées par entreprise.

Le Conseil central de l'économie l'a également souligné dans son avis du 19 septembre 1996. Il estime en effet « qu'il serait dans l'intérêt de la Commission de suivi d'explicitier mieux et davantage les raisons

De Regering stelt U voor om gevolg te geven aan deze ingebrekestelling en om de betrokken milieutaks af te schaffen.

Het volgen van het standpunt van de Commissie kan in dit verband nuttig zijn voor de verdediging van het algemeen Belgisch systeem van milieutaks. Immers, als men haar stelling volgt dat artikel 30 van toepassing is indien artikel 95 niet kan worden ingeroepen wegens het ontbreken van nationale productie, erkent men *a contrario* ook dat als artikel 95 wel kan worden ingeroepen, artikel 30 geen toepassing vindt.

Gelet op de mogelijke aanvallen van andere bedrijfssectoren op de Belgische wetgeving op basis van artikel 30 is dit een belangrijk gegeven.

Drankverpakkingen

Er wordt ook voorgesteld om drankverpakkingen samengesteld uit materialen die zeldzaam worden gebruikt en moeilijk recycleerbaar zijn, uit de milieutaks uit te sluiten. Het gaat hier om drankverpakkingen in porcelein, hout en aardewerk.

De drie Gewesten hebben hun akkoord betuigd met de tekst van dit wetsontwerp (cf. bijlagen I en II).

II. — ALGEMENE BESPREKING

De heer Tavernier geeft aan dat de regering het — overigens niet unanieme (de in de memorie van toelichting vermelde « quasi-unanimité » slaat in feite op een stemming met 6 voor, 3 tegen en 1 onthouding) advies van de opvolgingscommissie niet op alle punten (bijvoorbeeld het voorstel van financieringsheffing) heeft gevolgd.

Naar zijn oordeel wordt de oorspronkelijke bedoeling van de milieutaks (een heffing ten laste van de eindverbruiker, bedoeld om de consumptie van voor het milieu schadelijke producten te ontraden) steeds meer verlaten, waardoor de geloofwaardigheid van het onderliggend politiek akkoord wordt ondermijnd.

Het systeem van de milieutaksen, zoals het thans door de regering wordt opgevat, legt daarentegen de last bij de producent die een bepaald percentage van recyclage moet aantonen.

Uiteindelijk wordt het veeleer een zaak van afvalbehandeling dan van produktnormen zodat men zich kan afvragen in hoeverre de federale overheid terzake nog bevoegd is.

Spreker geeft toe dat de controle op het percentage gerecycleerde vezels in het papier technische problemen stelt. Er was echter nog een andere controle mogelijk, namelijk via boekhoudkundige analyses van de verhouding tussen nieuwe en gerecycleerde vezels per onderneming.

Ook de Centrale Raad van het Bedrijfsleven heeft in zijn advies van 19 september 1996 hierop gewezen. De Raad is namelijk van oordeel dat « de opvolgingscommissie er belang bij heeft de redenen van

de son choix afin, notamment, de le rendre plus compréhensible. Il s'indique, en particulier, de renforcer le volet juridique de l'argumentaire avancé en la matière. Il contient, en effet, de l'avis du Conseil, insuffisamment d'éléments qui en démontrent clairement la pertinence. De même, la note d'orientation de la Commission de suivi gagnerait-elle à exposer avec précision les raisons pour lesquelles le contrôle, via un système de certification, constitue, par rapport à d'autres solutions, un système plus « coûteux » et plus « complexe ».

M. Tavernier estime que cet avis est accablant pour la commission de suivi.

Il demande également pourquoi l'article 2 du projet exonère les papiers domestiques et sanitaires de l'écotaxe, alors que ces produits sont moins exigeants en ce qui concerne la qualité des fibres à recycler.

M. Arens présente un amendement (n° 1) tendant à insérer un article 5bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 5bis. — A l'article 392, § 1^{er}, de la même loi, il est inséré, après le deuxième alinéa, un alinéa libellé comme suit :

« Lorsque la présente loi confère aux redevables l'obligation d'atteindre des taux de collecte, de recyclage ou de valorisation de récipients pour boissons ou de récipients contenant certains produits industriels, l'atteinte de ces objectifs doit se faire conformément aux législations régionales en matière de gestion des déchets d'emballages, indépendamment du fait que celles-ci dérogent à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique. ».

Le texte proposé est une nouvelle version de l'article 7 de l'avant-projet de loi soumis au Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat, dans son avis du 18 décembre 1996, s'était opposé à la philosophie de cet article 7 pour deux raisons auxquelles il peut être répondu aujourd'hui :

a) le Conseil d'Etat, dans sa deuxième remarque, mentionnait que l'Accord de coopération, de type normatif, du 30 mai 1996, concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages n'avait pas encore reçu l'assentiment des législateurs régionaux et ne pouvait, partant, produire d'effet, conformément à l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Depuis que l'avis du Conseil d'Etat a été rendu, les Décrets et Ordonnances portant approbation de l'accord précité ont tous été approuvés par les parlements régionaux. L'Accord de coopération est aujourd'hui en vigueur (*Moniteur belge* du 5 mars 1997).

Les Régions ont donc approuvé une législation très précise de la manière dont le contrôle de la gestion des déchets d'emballages doit s'opérer;

haar keuze meer en beter toe te lichten, met name om ze begrijpelijker te maken. Vooral de juridische argumenten die ter zake worden aangevoerd, zouden moeten worden versterkt. Volgens de raad worden immers onvoldoende juridische argumenten aangebracht om de pertinentheid van de keuze aan te tonen. Ook zou het goed zijn dat in de oriëntatienota van de opvolgingscommissie nauwkeurig wordt vermeld om welke redenen controle via een systeem van certificatie, vergeleken met andere oplossingen, « duurder » en « complexer » is. »

Dit advies is volgens de heer Tavernier vernietigend voor de opvolgingscommissie.

Hij vraagt ook waarom artikel 2 van het wetsontwerp sanitair en huishoudpapier van milieutaks vrijstelt, terwijl dit produkt toch minder hoge eisen stelt wat betreft de kwaliteit van de te recycleren vezels ?

De heer Arens dient een amendement (n° 1) in tot invoeging van een (nieuw) artikel 5bis dat luidt als volgt :

« Art. 5bis. — In artikel 392, § 1 van dezelfde wet wordt na het tweede lid, een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Indien deze wet de natuurlijke of rechtspersonen die aan de milieutaks onderworpen zijn de verplichting oplegt bepaalde percentages te halen voor inzameling, recyclage en valorisatie van drankverpakkingen of verpakkingen die bepaalde industriële produkten bevatten, moeten die percentages worden gehaald conform de gewestelijke wetgevingen op het stuk van het beheer van verpakkingsafval, los van het feit dat deze laatste afwijken van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend. ».

Deze tekst is een nieuwe versie van artikel 7 van het aan de Raad van State voorgelegde voorontwerp van wet.

In zijn advies van 18 december 1996 heeft de Raad van State zich gekant tegen het idee dat ten grondslag ligt aan artikel 7, en wel om twee redenen, waarop nu een antwoord kan worden geboden :

a) in zijn tweede opmerking vermeldde de Raad van State dat het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1996 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval nog niet de instemming had verkregen van de gewestwetgevers en dus geen gevolg kon hebben, overeenkomstig artikel 92bis, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Sinds de Raad van State zijn advies heeft uitgebracht werden alle decreten en ordonnances houdende goedkeuring van het voormelde samenwerkingsakkoord door de parlementen van de gewesten goedgekeurd. Het samenwerkingsakkoord is op heden dus van kracht (*Belgisch Staatsblad* van 5 maart 1997).

De gewesten hebben bijgevolg een wetgeving goedgekeurd die zeer duidelijk is wat de wijze betreft waarop het beheer van verpakkingsafval moet worden gecontroleerd;

b) dans sa troisième remarque, le Conseil d'Etat mentionnait « (...), si l'article 4, § 4, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 soumet à l'accord des gouvernements régionaux les modifications que le législateur fédéral souhaite apporter à la base d'imposition, au taux d'imposition et aux exonérations des écotaxes, il n'est pas dans l'objet de cette disposition d'autoriser les gouvernements régionaux et l'autorité fédérale à convenir que les Régions arrêtent elles-mêmes des éléments du régime des écotaxes ou interviennent dans sa mise en œuvre. L'objectif poursuivi ne pourrait être atteint que moyennant la conclusion d'un accord de coopération (...) ».

Sans pour autant avoir obligé la conclusion d'un accord de coopération, la loi prévoit déjà, à plusieurs endroits, que les Régions interviennent, directement ou non, dans la mise en œuvre du texte :

— notamment par le fait que ce sont les Régions qui doivent communiquer à l'Administration des douanes et accises les pourcentages de recyclage obtenus par matériau (article 373, § 4, deuxième alinéa);

— ou par le fait que les objectifs de traitement des piles (article 378, § 1^{er}, 2., c) ou des récipients contenant certains produits industriels (article 380, 4^o) doivent se faire conformément aux législations régionales en vigueur. Ainsi, l'article 380, 4^o, prévoit que « le contrôle de la réalisation des objectifs et de l'élimination ou de la valorisation des emballages est effectué à l'aide de documents certifiés par les Régions ... » et ce sans aucun accord de coopération.

Il convient donc aujourd'hui d'obliger les redevables d'une écotaxe visant un emballage à respecter les législations régionales en vigueur dans ce domaine.

M. Olaerts déplore à son tour la manière dont les écotaxes ont été établies, limitées et en partie supprimées.

Dans quelle mesure, le gouvernement a-t-il tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat pour ce qui concerne le projet de loi à l'examen ?

L'intervenant attire également l'attention sur les importants investissements que certaines entreprises ont réalisés (par exemple, en ce qui concerne la production de rasoirs jetables) et qui s'avèrent inutiles à l'heure actuelle en raison de l'assouplissement de la législation sur les écotaxes.

Mme Hermans rappelle que les écotaxes n'ont pas été conçues comme recettes supplémentaires pour le Trésor, mais qu'elles étaient destinées à influencer le comportement du consommateur.

Précisément parce qu'il s'agit d'une matière très complexe, le gouvernement a toujours suivi jusqu'à présent les avis de la commission de suivi.

Pour ce qui est du projet à l'examen, le gouvernement n'a suivi que partiellement l'avis de la commission. Quelle en est la raison ?

b) in zijn derde opmerking vermeldde de Raad van State : « Ofschoon (...) artikel 4, § 4, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 de wijzigingen die de federale wetgever wenst aan te brengen in de heffingsgrondslag, de aanslagvoet en de vrijstelling van de milieutaksen afhankelijk stelt van de instemming van de gewestregeringen, beoogt deze bepaling niet de Gewestregeringen en de federale overheid te machtigen om te bedingen dat de gewesten zelf gegevens vaststellen van de regeling inzake de milieutaksen of optreden bij het in toepassing brengen ervan. Het beoogde doel zou alleen kunnen worden bereikt door het sluiten van een samenwerkingsakkoord (...) ».

De wet bepaalt weliswaar niet dat er een samenwerkingsakkoord moet worden gesloten, maar vermeldt wel op diverse plaatsen dat de gewesten al dan niet rechtstreeks meewerken aan de verwezenlijking van de tekst :

— meer in het bijzonder door het feit dat de gewesten aan de Administratie der douane en accijnzen moeten meedelen welk recyclagepercentage per materiaalsoort wordt gehaald (artikel 373, § 4, tweede lid);

— of door het feit dat de doelstelling voor de verwerking van batterijen (artikel 378, § 1, 2., c) of van verpakkingen die bepaalde produkten voor industrieel gebruik bevatten (artikel 380, 4^o) in overeenstemming moeten zijn met de vigerende gewestelijke wetgevingen. Zo bepaalt artikel 380, 4^o, dat « de controle in verband met het behalen van de doelstellingen en de verwijdering of de valorisatie van de verpakkingen overeenkomstig de wetgevingen inzake de afvalstoffen gebeurt aan de hand van door de gewesten gecertificeerde documenten ... » en dit zonder enig samenwerkingsakkoord.

Wie een milieutaks verschuldigd is op een verpakking, moet momenteel dus worden verplicht de vigerende gewestelijke wetgeving op dat gebied na te leven.

De heer Olaerts betreurt op zijn beurt de manier waarop de milieutaksen werden ingevoerd, terugschroefd en — ten dele — weer afgeschaft.

In welke mate heeft de regering voor wat het voorliggend wetsontwerp betreft, rekening gehouden met het advies van de Raad van State ?

Spreker wijst ook op de zware investeringen die door bepaalde ondernemingen werden gedaan (bijvoorbeeld met betrekking tot de produktie van wegwerpscheerapparaten) en die thans door de versoepeling van de wetgeving inzake milieutaksen nutteloos blijken.

Mevrouw Hermans herinnert eraan dat de milieutaksen niet bedoeld waren om bijkomende ontvangsten te innen voor de Schatkist, maar om het gedrag van de consument te beïnvloeden.

Precies omdat het een zeer complexe materie betreft, heeft de regering tot nu toe steeds de adviezen van de opvolgingscommissie gevolgd.

In het voorliggende ontwerp gebeurt dit evenwel slechts gedeeltelijk. Wat is hiervoor de reden ?

L'intervenante constate que l'écotaxe sur le papier est une fois de plus reportée, cette fois au 31 décembre 1997.

Ce délai suffira-t-il pour résoudre les problèmes qui subsistent de telle sorte que l'écotaxe pourra effectivement entrer en vigueur à cette date ?

Dans son avis du 12 novembre 1996, la commission de suivi a estimé qu'eu égard à l'importance des flux d'importation et d'exportation dans notre pays, il convenait de se montrer particulièrement attentif à la conformité de la législation belge en la matière avec la législation européenne et les règles de l'organisation mondiale du commerce.

Mme Hermans demande si ces aspects ont également été examinés.

Quelles implications éventuelles l'introduction d'une écotaxe frappant le papier peut-elle avoir sur les importations et les exportations belges ?

D'autres pays de l'Union européenne appliquent-ils une telle écotaxe ?

M. Daems fait observer que la législation relative aux écotaxes en est actuellement à sa cinquième modification, et ce pour des raisons qui avaient été prévues dès 1993.

A quatre reprises, le projet de loi concerné a été déposé trop tard au parlement. C'est encore le cas en l'occurrence.

L'intervenant constate, lui aussi, que le gouvernement n'a suivi que partiellement l'avis de la commission de suivi. Le Conseil d'Etat fait en outre observer, à juste titre, que le texte du projet n'a pas été soumis à cette commission. Le gouvernement n'a donc pas suivi la procédure légale.

M. Daems estime dès lors qu'on est en droit de s'interroger sur l'utilité de cette commission de suivi.

En ce qui concerne l'accord à conclure avec les trois régions, le membre demande qu'une copie de celui-ci soit remise aux membres de la commission.

Dès 1993, le groupe VLD avait attiré l'attention sur l'impossibilité technique de déterminer la teneur en fibres du nouveau papier.

En 1996, la commission de suivi est arrivée à la même conclusion et a choisi une approche différente. On ne tient plus compte du nombre de fibres recyclées, mais on soumet à une écotaxe tous les papiers mis à la consommation. Une exonération ne peut être obtenue que si un pourcentage déterminé de ce papier est recyclé par le biais de collectes sélectives effectuées par le producteur lui-même ou par une institution agréée.

Ce système se concilie évidemment beaucoup mieux avec la politique des déchets mise en oeuvre par les régions, politique qui est basée sur les collectes sélectives. Alors que pour les conditionnements de boissons, la législation sur les écotaxes fixe les taux de recyclage à atteindre, elle ne prévoit rien pour le papier, mais dispose que ces taux seront en l'occurrence déterminés par un arrêté royal qui sera pris avant le 1^{er} septembre 1997 et devra, certes, être

Spreekster stelt vast dat de milieutaks voor papier andermaal wordt uitgesteld, nu tot 31 december 1997.

Zal dit uitstel volstaan om de resterende problemen op te lossen zodat de milieutaks op die datum effectief van toepassing kan worden ?

In het advies van de opvolgingscommissie van 12 november 1996 wordt terecht overwogen dat gezien het belang van de in- en uitvoerstromen van ons land speciale aandacht moet worden geschonken aan de conformiteit van de Belgische wetgeving dienaangaande met de regels van de Europese Unie en met de regels van de wereldhandelsorganisatie.

Mevrouw Hermans vraagt of deze aspecten reeds werden onderzocht.

Wat zijn de mogelijke gevolgen van de invoering van een milieutaks op papier op de Belgische in- en uitvoer ?

Bestaat dergelijke milieutaks ook in andere landen van de Europese Unie ?

De heer Daems geeft aan dat de wetgeving inzake milieutaksen thans reeds voor de vijfde keer wordt gewijzigd en dit om redenen die reeds in 1993 waren voorspeld.

In vier van de vijf gevallen werd het desbetreffende wetsontwerp te laat bij het parlement ingediend. Dit is ook thans het geval.

Spreeker stelt op zijn beurt vast dat de regering het advies van de opvolgingscommissie slechts ten dele heeft gevolgd. De Raad van State merkt bovendien terecht op dat de tekst van het ontwerp achteraf niet aan deze commissie is voorgelegd. De regering heeft dus de wettelijke procedure niet gevolgd.

Men kan zich dan ook afvragen, aldus de heer Daems, wat nog het nut is van deze opvolgingscommissie.

Met betrekking tot de vereiste instemming van de drie Gewesten vraagt het lid dat een afschrift hiervan aan de commissieleden zou worden ter hand gesteld.

Reeds in 1993 werd door de VLD-fractie gewezen op de technische onmogelijkheid om het aantal vezels in nieuw papier te meten.

In 1996 komt ook de opvolgingscommissie tot die conclusie en gooit men het over een andere boeg. Men houdt geen rekening meer met het aantal gerecycleerde vezels doch heft een milieutaks op alle papier dat in omloop wordt gebracht. Het verkrijgen van een vrijstelling wordt dan gekoppeld aan het halen van een bepaalde graad van recyclage van dit papier via gescheiden ophaling door de producent zelf of door een erkende instelling.

Deze regeling sluit uiteraard veel beter aan bij de gevolgde afvalpolitiek van de gewesten die gebaseerd is op gescheiden ophaling. Daar waar de milieutaks-wet voor de drankverpakkingen echter deze te halen recyclagepercentages in de wet inschrijft, doet men dit niet voor papier doch zal dit gebeuren bij een koninklijk besluit (te nemen voor 1 september 1997), dat weliswaar door een wet zal moeten worden bekrachtigd. Daarenboven geeft men nogmaals één

confirmé par une loi. De plus, l'application de cette écotaxe est encore une fois reportée d'un an. Cela signifie donc qu'une écotaxe qui devait déjà entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1994 s'appliquera (peut-être) à partir du 1^{er} janvier 1998.

L'intervenant prévoit que l'année prochaine, le gouvernement demandera encore de reporter l'entrée en vigueur de l'écotaxe sur le papier.

Qui plus est, ce nouveau régime diffère complètement du régime existant et n'entrera en vigueur que le 1^{er} janvier 1998, et ce, pour tous les types de papier. Le gouvernement précisera avant le 1^{er} juin 1997 quels types de papier seront visés. Cela implique que les dates d'entrée en vigueur prévues à l'article 401, 6, concernant le papier, et basées sur l'ancienne réglementation (pourcentage de fibres recyclées dans le papier), ne sont plus valables ! En outre, ce dernier tableau prévoit des dates d'entrée en vigueur pour les écotaxes applicables à des types de papier qui sont aujourd'hui supprimés (papiers domestiques et sanitaires et emballages en papier et carton). Or, cet article 401 n'est pas modifié ! En d'autres termes, la nouvelle disposition supprime un certain nombre d'écotaxes sur certains types de papier, alors que l'article 401 prévoit toujours qu'elles entrent en vigueur à certaines dates bien précises !

M. Daems propose dès lors que le gouvernement dépose d'urgence les amendements qui s'imposent. Le même problème se pose du reste en ce qui concerne le délai prévu par l'article 401, 2°, pour l'application de l'écotaxe aux rasoirs jetables, qui est aujourd'hui supprimée.

Les rasoirs jetables faisaient partie, avec les appareils-photos jetables, de la rubrique des « objets jetables ».

La raison de la suppression de l'écotaxe sur les rasoirs jetables réside dans une décision de la Commission européenne, qui a jugé cette taxe contraire aux articles 95 et 30 du Traité. Une étude a en outre révélé qu'en ce qui concerne l'incidence sur l'environnement, il n'y aucune différence entre les rasoirs jetables et les appareils à lames interchangeable, de sorte que cette écotaxe ne se justifie pas. La Commission a également fait observer que cette mesure entraînait une distorsion importante du marché et a dès lors mis l'Etat belge en demeure en date du 24 septembre 1996.

L'article 95 dispose qu'un Etat membre ne peut frapper les produits des autres Etats membres d'impositions supérieures à celles qui frappent les produits nationaux similaires, ce qui empêche de protéger la production nationale.

L'article 30 dispose toutefois qu'un Etat membre ne peut imposer de restrictions quantitatives à l'importation ou prendre des mesures d'effet équivalent.

Le gouvernement belge a toujours maintenu, lors de l'élaboration de la loi sur les écotaxes, que l'application de l'article 95 excluait celle de l'article 30. La Commission précise aujourd'hui qu'en l'absence de production nationale (ce qui est le cas pour les rasoirs

jaar uitstel voor de toepassing van deze milieutaks. Dit wil dus zeggen dat een milieutaks die reeds op 1 januari 1994 moest ingaan (misschien) in werking zal treden op 1 januari 1998.

Spreker voorspelt dat de regering volgend jaar andermaal uitstel zal vragen voor de milieutaks op papier.

Daarenboven is deze nieuwe regeling totaal anders dan de bestaande en gaat zij pas in op 1 januari 1998 en dit voor alle papiersorten. Om welke papiersorten het gaat zal de regering voor 1 juni 1997 duidelijk maken. Dit impliceert dat de ingangsdata die bepaald zijn in artikel 401, 6 met betrekking tot papier en die gebaseerd zijn op de oude regeling (procent gerecycleerde vezels in papier) niet meer geldig zijn ! Tevens bevat deze laatste tabel ingangsdata voor milieutaksen op papiersorten die nu geschrapt worden (sanitair en huishoudpapier en verpakkingen in papier en karton). Dit artikel 401 wordt echter niet gewijzigd ! Met andere woorden de nieuwe bepaling schaft een aantal milieutaksen op bepaalde papiersorten af terwijl artikel 401 blijft bepalen dat ze ingaan op welbepaalde data !

De heer Daems stelt dan ook voor dat de regering dringend de hiertoe vereiste amendementen zou indienen. Hetzelfde probleem stelt zich overigens voor de in artikel 401, 2° bepaalde termijn voor de toepassing van de milieutaks op wegwerpscheerapparaten die thans wordt afgeschaft.

De wegwerpscheerapparaten maakten deel uit van de rubriek wegwerpartikelen samen met de wegwerp-fotoapparaten.

De reden van de afschaffing van de milieutaks op wegwerpscheerapparaten is te vinden in een beslissing van de Europese commissie, die deze taks in strijd vond met artikelen 95 en 30 van het verdrag. Daarenboven is door onderzoek gebleken dat er geen verschil is in de gevolgen voor het milieu tussen wegwerpscheerapparaten en apparaten met vervangbare mesjes en er dus geen motivatie te vinden is voor deze taks. Tevens stelde de Commissie dat deze maatregel een ernstige verstoring van de markt met zich meebracht en stelde zij de Belgische Staat op 24 september 1996 in gebreke.

Artikel 95 stelt dat een lidstaat geen hogere belastingen kan heffen op ingevoerde produkten uit andere lidstaten die diegene die hij op gelijkaardige eigen produkten heft, waardoor de eigen produktie niet kan worden beschermd.

Artikel 30 stelt echter dat een lidstaat geen kwantitatieve invoerbeperkingen kan opleggen of maatregelen kan nemen die een gelijkaardig effect hebben.

De Belgische regering heeft bij het totstandkomen van de milieutakswet altijd gesteld dat de toepassing van artikel 95 de werking van artikel 30 uitsloot. De Commissie stelt nu dat bij het ontbreken van eigen produktie (wat het geval is bij de wegwerpscheer-

jetables), l'article 30 est bel et bien applicable, ce qui explique la condamnation de l'Etat belge.

M. Daems attire toutefois l'attention sur le fait qu'un certain nombre de producteurs de rasoirs jetables ont réalisé, pour le seul marché belge, d'importants investissements qui s'avèrent aujourd'hui inutiles.

Les Etats membres de l'Union européenne doivent répondre des dommages causés à des particuliers ou à des entreprises en raison de la violation du droit européen. Il serait intéressant, selon le membre, de savoir combien cette bourde va coûter au Trésor belge. Tout producteur qui a engagé des dépenses particulières pour s'adapter à cette législation belge incompatible avec le droit européen a en effet désormais le droit de demander le remboursement de ces dépenses. En outre, une série de producteurs, qui se sont conformés à la législation belge et vendent séparément rasoirs et lames (par exemple, Wilkinson), se retrouvent désormais avec un stock de produits difficilement vendables, ce qui n'est pas le cas de ceux qui continuent à vendre les deux ensemble. Là aussi, il y a un dommage.

Le gouvernement a-t-il déjà pris contact avec les entreprises lésées afin de leur proposer de satisfaire leurs demandes justifiées de dédommagement par le biais d'un arrangement à l'amiable ?

L'intervenant estime que le fait que le gouvernement soit aujourd'hui dans l'obligation d'abolir la seule écotaxe qui était effectivement appliquée est révélateur de l'amateurisme avec lequel il a traité ce dossier.

Il se demande du reste si l'écotaxe frappant les appareils photographiques jetables ne devra pas être supprimée pour la même raison.

Par suite de la précédente modification de la loi, tous les emballages de boissons étaient soumis aux écotaxes. Il est apparu qu'il existait également des emballages de boissons en bois, en porcelaine et en grès.

Quelle est la raison précise de ces exceptions ? Quels emballages de boissons en bois, en porcelaine ou en grès trouve-t-on sur le marché belge ?

Ne pouvait-on concevoir à l'époque qu'il était absurde d'imposer un taux de recyclage à des emballages de boissons constitués de matériaux non recyclables ?

M. Reynders se demande ce qu'il subsiste, après quatre ans, des écotaxes telles qu'elles avaient été conçues en 1993.

Il estime qu'il s'agit d'une législation très arbitraire qui a été à l'origine d'une grande insécurité juridique, tout particulièrement pour les producteurs. Elle a, à l'époque, été échangée contre la réforme de l'Etat.

Il évoque, lui aussi, les investissements réalisés par au moins un producteur de rasoirs jetables et qui s'avèrent à présent totalement vains.

Pourquoi les appareils photographiques sont-ils toujours soumis aux écotaxes ?

mesjes) artikel 30 wel toepasbaar is. Vandaar de veroordeling van de Belgische Staat.

De heer Daems wijst er evenwel op dat een aantal producenten van wegwerpscheerapparaten enkel voor de Belgische markt grote investeringen gedaan die nu voor niets blijken te zijn geweest.

Lid-Staten van de Europese Unie zijn aansprakelijk voor de schade die ontstaat bij particulieren of bedrijven ten gevolge van de schending van het Europees recht. Het zou volgens het lid interessant zijn te weten wat deze blunder de Belgische Schatkist gaat kosten. Immers, elke producent die bijkomende kosten heeft gemaakt om zich aan deze foute Belgische wetgeving aan te passen heeft nu het recht deze kosten terug te vorderen. Daarenboven zullen een aantal producenten die zich wel aangepast hebben en nu scheerapparaat en mesjes afzonderlijk aanbieden (bijvoorbeeld Wilkinson), blijven zitten met een moeilijk verkoopbare voorraad ten opzichte van diegenen die beide nog steeds samen aanbieden. Ook dat is schade.

Heeft de regering reeds contact opgenomen met deze bedrijven teneinde een minnelijke regeling voor deze gerechtvaardigde eisen tot schadevergoeding voor te stellen ?

Het feit dat de regering thans verplicht wordt de enige milieutaks die effectief van toepassing was terug in te trekken is volgens spreker tekenend voor de ronduit amateuristische manier waarop zij dit dossier heeft behandeld.

Hij vraagt zich overigens af of ook de milieutaks op wegwerpfototoestellen niet om dezelfde redenen zal moeten worden afgeschaft.

Door de vorige wetwijziging werden alle drankverpakkingen aan milieutaks onderworpen. Nu is gebleken dat er tevens drankverpakkingen uit hout, porselein en aardewerk bestaan.

Wat is de precieze reden voor deze uitzondering ? Welke zijn de drankverpakkingen in hout, porselein of aardewerk die in België op de markt zijn ?

Kon men destijds niet bedenken dat het geen zin heeft drankverpakkingen in niet recycleerbare materialen aan een recyclagepercentage te onderwerpen ?

De heer Reynders vraagt zich af wat er na 4 jaar nog overblijft van de milieutaksen zoals zij in 1993 worden opgevat.

Naar zijn oordeel betreft het een zeer arbitraire wetgeving die grote rechtsonzekerheid heeft veroorzaakt, niet in het minst voor de producenten. Die wetgeving was destijds pasmunt voor de Staatshervorming.

Ook hij wijst op de investeringen die door minstens één producent van wegwerpscheerapparaten zijn verricht en die thans zinloos blijken.

Waarom blijven de wegwerpfototoestellen wel aan een milieutaks onderworpen ?

En Wallonie, il existe également des emballages de boissons constitués d'autres matériaux que ceux qui sont énumérés à l'article 6 de la loi en projet.

Feront-ils l'objet de la prochaine modification de la loi ?

Tout comme Mme Hermans, M. Reynders considère qu'il est nécessaire de consacrer un large débat à la politique environnementale qui doit être menée et, plus particulièrement, à l'obligation de recycler les emballages des produits vendus en Belgique.

Il estime qu'il serait préférable de supprimer les écotaxes.

M. Schoeters fait observer que la commission de suivi a encore soulevé un autre problème, qui peut très bien être résolu en amendant le projet de loi à l'examen.

Il concerne plus particulièrement l'unité de volume d'emballage pour les récipients contenant certains produits industriels (colles, encres, solvants, pesticides à usage agricole et à usage non agricole).

Ces récipients sont soumis à une écotaxe de 25 francs par unité de volume d'emballage.

L'unité de volume d'emballage est égale aux volumes minimaux définissant l'usage professionnel.

Or, les pesticides à usage agricole classés A et les pesticides à usage non agricole classés A et B sont toujours considérés à usage professionnel. Il s'en suit que l'unité de volume d'emballage correspondante est *de facto* égale à zéro et que l'écotaxe était impossible à percevoir et la consigne impossible à mettre en place.

La commission de suivi propose de fixer l'unité de volume d'emballage à 5 litres pour tous les pesticides, ce qui a pour avantage non seulement de permettre la perception de l'écotaxe, mais aussi la mise en place d'un système alternatif de consigne pour tous les pesticides. Une seule unité de volume d'emballage pour tous les pesticides a l'avantage également de faciliter les contrôles administratifs.

Etant donné que les unités de volume d'emballages sont fixées à l'article 379 et qu'en vue d'éviter une confusion de notion, il convient de recommander de biffer la définition reprise à l'article 369, 17°.

En outre, il est nécessaire d'attirer l'attention sur la différence qu'il y a entre la définition de l'usage professionnel au sens de l'article 379, pour lequel sont fixés des volumes dont le but est d'indiquer à partir de quelle contenance lesdits emballages sont soumis à l'application de l'écotaxe, d'une part, et les unités de volume d'emballage qui constituent la base imposable, d'autre part. Les volumes minimums de l'unité de volume d'emballage correspondent à ceux destinés à un usage professionnel, sauf dans le cas des pesticides, pour lesquels le volume est fixé à 5 litres au lieu de 0,5 litre.

In Wallonië bestaan ook artisanale drankverpakkingen in andere materialen dan die welke in artikel 6 van het wetsontwerp worden opgesomd.

Wordt dit het voorwerp van een volgende aanpassing van deze wetgeving ?

Met mevrouw Hermans is de heer Reynders van oordeel dat er nood is aan een grondig debat over het te voeren milieubeleid en, meer bepaald over de verplichting tot recyclage van de verpakking van de in België verkochte produkten.

De milieutaksen zelf kunnen wat hem betreft beter worden afgeschaft.

De heer Schoeters geeft aan dat er nog een ander door de opvolgingscommissie opgeworpen probleem is, dat best via amendering van het voorliggend wetsontwerp kan worden opgelost.

Het gaat, meer bepaald over de verpakkingsvolume-eenheid voor verpakkingen die bepaalde industriële produkten bevatten (lijmen, inkten, oplosmiddelen, bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig en niet-landbouwkundig gebruik).

Deze worden onderworpen aan een milieutaks van 25 frank per verpakkingsvolume-eenheid.

De verpakkingsvolume-eenheid is gelijk aan de minimumvolumes die gelden voor professioneel gebruik.

Nu worden bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik van klasse A en bestrijdingsmiddelen voor niet-landbouwkundig gebruik van klasse A en B altijd beschouwd als zijnde voor professioneel gebruik. Daaruit vloeit voort dat de overeenkomstige verpakkingsvolume-eenheid *de facto* gelijk is aan nul en dat het onmogelijk was om de milieutaks te innen en het statiegeldsysteem in te voeren.

De opvolgingscommissie stelt voor om de verpakkingsvolume-eenheid voor alle bestrijdingsmiddelen vast te leggen op 5 liter, wat niet alleen als voordeel heeft dat men de milieutaks kan innen, maar ook dat een alternatief statiegeldsysteem voor alle bestrijdingsmiddelen ingevoerd kan worden. Eén enkele verpakkingsvolume-eenheid voor alle bestrijdingsmiddelen vergemakkelijkt bovendien de administratieve controles.

Aangezien de verpakkingsvolume-eenheden worden vastgesteld in het artikel 379 en teneinde begripsverwarring te voorkomen, verdient het aanbeveling de definitie in artikel 369, 17°, te schrappen.

Daarenboven is het noodzakelijk te wijzen op het onderscheid dat bestaat tussen enerzijds de definitie van het beroepmatig gebruik zoals bedoeld in artikel 379, waarvoor volumes worden vastgesteld die tot doel hebben aan te geven vanaf welke inhoud de desbetreffende verpakkingen aan de milieutaks zijn onderworpen, en anderzijds de verpakkingsvolume-eenheden die de belastbare basis vormen. De minimumvolumes van de verpakkingsvolume-eenheid stemmen overeen met die voor het beroepmatig gebruik behalve voor de bestrijdingsmiddelen waarvoor het volume op 5 liter wordt vastgesteld in plaats van 0,5 liter.

Afin d'éviter que l'incitant financier pour mettre en place un système plus favorable à l'environnement, ne devienne négligeable dans le cas des petits emballages, la commission de suivi a fixé un montant minimum par récipient de 25 francs pour l'écotaxe et de 12,5 francs pour la consigne.

Les dispositions de la loi relative au classement des pesticides ont été alignées sur les dispositions des arrêtés royaux des 5 juin 1975 et 28 février 1994 régissant la conservation, la mise sur le marché et l'utilisation des pesticides.

Les arrêtés royaux susvisés doivent être révisés sur base de la réglementation modifiée de l'UE.

Il est dès lors recommandable, selon M. Schoeters, d'adapter en conséquence la loi ainsi que la terminologie utilisée.

L'intervenant présente dès lors cinq amendements (n^{os} 2 à 6, Doc. n^o 918/2) tendant à modifier les articles 369, 379, 379bis et 380 de la loi du 16 juillet 1993 (cf. *infra* : discussion des articles).

Réponses du premier ministre

Le premier ministre répète que la qualité législative de la législation relative aux écotaxes laisse effectivement à désirer.

Contrairement à M. Daems, il estime que l'instauration des écotaxes a précisément donné un coup d'accélérateur à la problématique de la prévention des déchets. On enregistre du reste, dans ce domaine, des résultats non négligeables, et ce, en étroite collaboration avec les régions.

M. Tavernier a toutefois raison lorsqu'il constate que la technique utilisée n'est plus la même qu'en 1993.

En ce qui concerne la problématique des rasoirs jetables, le gouvernement a choisi une solution parmi les trois alternatives proposées par la commission de suivi.

S'agissant de l'écotaxe sur le papier, le gouvernement a estimé qu'il fallait ramener le moratoire proposé de quatre ans à un an.

La proposition de la commission de suivi visant à soumettre les toutes boîtes à une écotaxe n'a pas été acceptée par le gouvernement parce qu'elle serait probablement considérée comme étant discriminatoire.

Le premier ministre veillera à ce que l'arrêté royal visé à l'article 2 (le projet d'arrêté royal sera communiqué aux membres de la commission) soit effectivement pris au plus tard le 1^{er} juin 1997, de telle sorte que la confirmation visée à l'article 3 puisse intervenir au plus tard le 1^{er} septembre 1997.

La commission de suivi devra accélérer ses travaux afin de pouvoir respecter ces dates.

Le gouvernement accepte l'amendement de M. Arens. A première vue, les amendements de M. Schoeters paraissent, eux aussi, acceptables.

Om te voorkomen dat bij kleine verpakkingen de financiële stimulans om een milieuvriendelijker systeem in te voeren verwaarloosbaar zou worden, heeft de opvolgingscommissie een minimumbedrag vastgesteld van 25 frank per verpakking voor de milieutaks en 12,5 frank voor het statiegeld.

De in de wet opgenomen bepalingen inzake de indeling van bestrijdingsmiddelen in klassen werden afgestemd op de koninklijke besluiten van 5 juni 1975 en 28 februari 1994 die het bewaren, het verkopen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen regelen.

De voornoemde besluiten zijn in het licht van de gewijzigde EU-reglementering aan herziening toe.

Het verdient dan ook aanbeveling, aldus de heer Schoeters, de wet hierop af te stemmen en de geëigende terminologie aan te passen.

Spreker dient dan ook vijf amendementen (n^{rs} 2 tot 6, Stuk n^r 918/2) in tot wijziging van de artikelen 369, 379, 379bis en 380 van de wet van 16 juli 1993 (cf. *infra* : artikelsgewijze bespreking).

Antwoorden van de eerste minister

De eerste minister herhaalt dat de legistieke kwaliteit van de wetgeving inzake milieutaksen inderdaad niet goed is.

In tegenstelling tot de heer Daems meent hij dat de problematiek van afvalvoorkoming precies door de invoering van de milieutaksen in een stroomversnelling is geraakt. In nauwe samenwerking met de gewesten worden overigens op dit vlak niet onaardige resultaten geboekt.

De heer Tavernier heeft echter gelijk wanneer hij stelt dat de gebruikte techniek niet meer dezelfde is als in 1993.

Met betrekking tot de problematiek van de wegwerpscheerapparaten heeft de regering één oplossing gekozen uit drie door de opvolgingscommissie geboden alternatieven.

Wat de milieutaks op papier betreft vond de regering dat de voorgestelde periode van uitstel (vier jaar) tot één jaar moest worden teruggebracht.

Ook het voorstel van de opvolgingscommissie om een taks te heffen op de huis-aan-huisbladen werd door de regering niet aanvaard omdat ze wellicht als discriminerend zou worden ervaren.

De eerste minister zal erop toezien dat het in artikel 2 bedoelde koninklijk besluit (het ontwerp van koninklijk besluit zal aan de commissieleden worden medegedeeld) effectief ten laatste op 1 juni 1997 zal worden genomen zodat de in artikel 3 bedoelde bekrachtiging bij wet ten laatste op 1 september 1997 kan plaats hebben.

De opvolgingscommissie moet haar werkzaamheden versnellen teneinde deze data te kunnen respecteren.

De regering aanvaardt het amendement van de heer Arens. Ook de amendementen van de heer Schoeters lijken op het eerste gezicht aanvaardbaar.

Quant aux observations formulées par M. Daems au sujet de la cohésion légistique du projet de loi, le premier ministre s'en remet à la sagesse de la commission pour juger s'il convient effectivement d'adapter cette législation.

En d'autres termes, si la commission souhaite que l'article 401 soit adapté, il en sera ainsi.

Les précautions juridiques nécessaires ont été prises en ce qui concerne d'éventuelles demandes d'indemnisations par suite de l'abrogation des écotaxes sur les rasoirs jetables — l'Etat belge a été mis en demeure par la Commission européenne à ce propos en date du 24 septembre 1996, mais n'a pas encore été condamné.

Le président de la commission de suivi, le professeur De Clercq, reconnaît que le projet de loi déposé par le gouvernement ne reprend pas intégralement l'avis de la commission en matière d'écotaxe.

L'avis portait en effet sur d'autres matières qui ne pouvaient être réglées par le biais de la loi en projet (définition de normes de produits, conclusion d'accords volontaires, instauration d'une taxe sur les toutes-boîtes ...), une concertation devant d'abord avoir lieu à ce propos avec les Régions, la Commission européenne et les secteurs concernés.

Il y a en effet une majorité et une minorité au sein de la commission de suivi. Tous les membres s'accordaient toutefois à dire qu'il était impossible de soumettre le papier à une écotaxe fondée sur un pourcentage de recyclage à atteindre, déterminé pour chaque type de papier.

La divergence de vues portait néanmoins sur la stratégie à suivre, à savoir s'il fallait d'abord supprimer l'écotaxe avant de pouvoir emprunter une nouvelle voie.

M. De Clercq attire aussi l'attention sur l'énorme complexité de cette matière.

Tout le monde a reconnu qu'il était impossible de contrôler le pourcentage de fibres recyclées par le biais d'analyses chimiques.

Les avis étaient partagés en ce qui concerne la possibilité d'effectuer un contrôle par le biais d'une analyse comptable ou d'une certification.

Ce dernier type de contrôle pose surtout des problèmes, selon le professeur De Clercq, pour les produits importés.

En outre, certains de nos partenaires commerciaux (notamment les partenaires finlandais) sont dans l'impossibilité de satisfaire aux pourcentages de recyclage, car le volume de leurs exportations dépasse nettement celui qu'ils pourraient recycler dans leur pays.

Etant donné qu'il n'existe pas (encore) de règles uniformes en la matière au niveau européen, le risque existe bel et bien que la Belgique soit tôt ou tard condamnée en raison de cette écotaxe, une fois qu'un tel cadre législatif aura finalement quand même été élaboré.

Le professeur De Clercq ne prévoit pas de nouvelles modifications de la législation relative aux écotaxes dans un avenir proche, car la commission de

Voor wat de opmerkingen van de heer Daems inzake de legistieke samenhang van het wetsontwerp betreft, laat de eerste minister het aan de wijsheid van de commissie over te oordelen of deze wetgeving inderdaad moet worden aangepast.

Indien de commissie met andere woorden wil dat artikel 401 wordt aangepast dan zal dit gebeuren.

Met betrekking tot eventuele aanvragen tot het bekomen van schadevergoeding wegens de opheffing van de milieutaks op wegwerpscheerapparaten — de Belgische Staat is op 24 september 1996 door de Europese Commissie hiervoor in gebreke gesteld maar werd nog niet veroordeeld — werden de nodige juridische voorzorgen getroffen.

De voorzitter van de opvolgingscommissie, professor De Clercq geeft toe dat het advies inzake de milieutaks door de regering niet volledig in het voorliggende wetsontwerp werd overgenomen.

Het advies betrof immers ook aangelegenheden die niet via deze wet konden worden geregeld (bepalen van produktnormen, afsluiten van vrijwillige akkoorden, invoering van een taks op huis-aan-huisbladen ...), omdat hierover eerst overleg moet worden gepleegd met de gewesten, met de Europese Commissie en met de betrokkene sectoren.

Er bestaat binnen de opvolgingscommissie inderdaad een meerderheid en een minderheid. Alle leden waren het er echter over eens dat een milieutaks op papier, die gebaseerd is op een te bereiken recyclagepercentage per papiersoort, niet uitvoerbaar is.

Het meningsverschil had echter betrekking op de te volgen strategie, met name de vraag of de milieutaks eerst moest worden afgeschaft vooraleer een nieuwe weg kon worden bewandeld.

De heer De Clercq wijst ook op de enorme complexiteit van deze materie.

Iedereen was het erover eens dat de controle van het percentage gerecycleerde vezels via scheikundige analyses onuitvoerbaar was.

Over de mogelijkheid tot controle via boekhoudkundige analyse of certificatie waren de meningen verdeeld.

Deze laatste controle stelt volgens professor De Clercq vooral problemen voor de uit het buitenland ingevoerde produkten.

Daarenboven kunnen bepaalde van onze handelspartners (bijvoorbeeld Finland) onmogelijk aan de recyclagepercentages voldoen omdat het volume van hun uitvoer veel groter is dan de hoeveelheid die zij in eigen land zouden kunnen recyclen.

Door het feit dat er thans op Europees vlak hierover (nog) geen eenduidige regels bestaan is de kans dan ook reëel dat België vroeg of laat voor deze milieutaks zou worden veroordeeld, wanneer dergelijk wetgevend kader achteraf toch tot stand zou komen.

Professor De Clercq verwacht in de nabije toekomst geen nieuwe wijzigingen in de wetgeving inzake milieutaksen. De opvolgingscommissie heeft in-

suivi a à présent émis un avis sur toutes les matières concernées. Il indique toutefois que ces matières évoluent, elles aussi, très vite, si bien que l'on ne peut exclure totalement de nouvelles modifications de la législation.

Les amendements de M. Schoeters en sont l'illustration.

A l'avenir, la commission de suivi vérifiera principalement si la législation est appliquée correctement (notamment en ce qui concerne les conditions d'exonération des écotaxes).

Enfin, l'exonération proposée en ce qui concerne les emballages de boissons en bois, grès et porcelaine est le résultat d'une pondération entre les frais de contrôle et de perception, d'une part, et l'impact plutôt marginal de ces emballages sur l'environnement, d'autre part.

La commission de suivi a préféré prévoir chaque fois une exception dans la législation pour certains matériaux, plutôt que de limiter l'application de l'écotaxe aux emballages de boissons constitués de certains matériaux bien déterminés (ce qui permettrait de contourner l'écotaxe en produisant des emballages de boissons dans de nouveaux matériaux).

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Le premier ministre indique que, dans son avis, le Conseil d'Etat a formulé la même remarque qu'à propos du projet précédent.

Le gouvernement avait alors répondu que toute modification fiscale prise dans un des différents codes fiscaux n'est pas nécessairement prise en exécution de la loi de financement, mais indépendamment de celle-ci. L'objectif premier de la loi de financement est en fait de ristourner aux régions une partie des recettes fiscales perçues en vertu des règles fixées dans les différents codes fiscaux.

*
* *

L'article 1^{er} est adopté par 9 voix contre 3 et une abstention.

Art. 2

Le président Didden demande dans quel délai l'arrêté royal visé à cet article devra être confirmé.

Le premier ministre n'a aucune objection à ce qu'un délai de confirmation (par exemple, de 6 mois) soit fixé dans la loi.

tussen immers over alle desbetreffende materies advies uitgebracht. Toch wijst hij erop dat ook deze materies snel evolueren, zodat nieuwe wetswijzigingen niet volledig kunnen worden uitgesloten.

De amendementen van de heer Schoeters zijn daar de illustratie van.

In de toekomst zal de opvolgingscommissie vooral controle uitoefenen op de correcte toepassing van deze wetgeving (onder meer inzake de voorwaarden tot vrijstelling van de milieutaksen).

De voorgestelde vrijstelling voor drankverpakkingen in hout, aardewerk en porselein tenslotte is het gevolg van een afweging van enerzijds de controle- en inningskosten en anderzijds het veeleer marginaal milieueffect van deze verpakkingen.

De opvolgingscommissie verkoos voor bepaalde materialen telkens een uitzondering in de wetgeving te doen opnemen, liever dan de toepassing van de milieutaks tot drankverpakkingen in enkele welbepaalde materialen te beperken (wat aanleiding kon geven het omzeilen van de milieutaks via de productie van drankverpakkingen in nieuwe materialen).

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

De eerste minister geeft aan, dat de Raad van State in zijn advies dezelfde opmerking heeft gemaakt als bij het vorige ontwerp.

De regering had toen geantwoord dat iedere fiscale wijziging in één van de fiscale wetboeken niet noodzakelijk in uitvoering van de financieringswet is getroffen, maar onafhankelijk daarvan. De eerste doelstelling van de financieringswet is immers aan de Gewesten een deel van de fiscale ontvangsten, die geïnd zijn in uitvoering van de regels die zijn vastgelegd in de verschillende fiscale wetboeken, te ristourneren.

*
* *

Artikel 1 wordt aangenomen met 9 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Art. 2

Voorzitter Didden vraagt binnen welke termijn de bekrachtiging van het in dit artikel bedoelde koninklijk besluit moet gebeuren.

De eerste minister heeft geen bezwaar tegen het inschrijven in de wet van een termijn (bijvoorbeeld 6 maanden) binnen dewelke deze bekrachtiging moet plaats hebben.

M. Tavernier fait observer que le Conseil d'Etat estime qu'il n'est pas au pouvoir du législateur ordinaire de modifier la matière imposable des écotaxes (Doc. n° 918/1, p. 10).

Dans son avis concernant le projet à l'examen (cf. annexe II au présent rapport), le gouvernement flamand propose de modifier l'article 2, § 1^{er}.

Pourquoi le gouvernement fédéral n'a-t-il pas accepté cette proposition ?

D'une manière plus générale, l'intervenant déplore que ces avis ne soient distribués qu'à présent aux membres de la commission.

En raison de cette communication tardive, la commission n'a en effet pas le temps d'examiner ces avis de manière approfondie.

Le président, M. Didden, précise que l'avis du gouvernement flamand doit faire l'objet d'une lecture conjointe avec l'avis du Conseil d'Etat.

Le premier ministre annonce que les lettres envoyées aux ministres régionaux, lettres qui reprennent les principales adaptations apportées à l'avis du Conseil d'Etat, seront également distribuées aux membres de la commission (cf. annexe I au présent rapport).

Les régions avaient proposé de modifier la terminologie et d'utiliser les mots « mise sur le marché pour consommation finale » au lieu des mots « mise à la consommation ».

Le Conseil d'Etat précise que le législateur ordinaire n'est pas compétent pour apporter cette modification, parce que, dans ce cas, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions devrait également être adaptée.

C'est la raison pour laquelle il a communiqué aux régions, par lettre du 18 février 1997, que les termes « mise à la consommation » devaient être repris aux articles 2 et 3 du projet de loi.

M. Daems insiste pour que la matière taxable soit définie avec précision. A l'article 2, il n'est fait référence qu'à un futur arrêté royal dans lequel le concept « produits en papier et/ou cartons mis à la consommation » sera précisé.

En matière de TVA et d'accises, le tarif de la taxe est certes déterminé par arrêté royal, mais pas la base taxable. Selon l'orateur, une telle technique n'est dès lors pas acceptable : la matière taxable doit être définie par la loi et non par arrêté royal.

Le premier ministre indique que cet arrêté royal devra être confirmé ultérieurement par une loi.

M. Reynders estime qu'il n'a de sens d'inscrire dans la loi un délai pour la confirmation d'un tel arrêté royal que si une sanction est prévue pour le cas où cette confirmation n'interviendrait pas dans le délai imparti. On pourrait par exemple déterminer qu'en pareil cas, l'arrêté royal n'est plus applicable.

De heer Tavernier merkt op dat volgens de Raad van State (Stuk n° 918/1, blz. 10) de gewone wetgever niet bevoegd is om het belastingobject van de milieutaksen te wijzigen.

In haar advies over dit wetsontwerp (cf. bijlage II bij onderhavig verslag) stelt de Vlaamse regering een wijziging voor in artikel 2, § 1.

Waarom heeft de federale regering dit voorstel niet aanvaard ?

Meer in 't algemeen betreurt spreker dat deze adviezen nu pas aan de commissieleden worden ter hand gesteld.

Op die manier ontbreekt immers de tijd om ze grondig in te zien.

Voorzitter Didden geeft aan dat het advies van de Vlaamse regering samen met dat van de Raad van State moet worden gelezen.

De eerste minister kondigt aan dat ook de aan de bevoegde gewestministers gestuurde brieven, met daarin de voornaamste aanpassingen aan het advies van de Raad van State, aan de commissieleden zullen worden rondgedeeld (cf. bijlage I bij het onderhavig verslag).

De gewesten hadden voorgesteld om als terminologie in plaats van « in het verbruik brengen » te gebruiken « op de markt brengen voor finaal verbruik ».

De Raad van State zegt dat de gewone wetgever niet bevoegd is om die wijziging door te voeren, omdat dan ook de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten zou moeten worden aangepast.

Om die reden werd bij brief van 18 februari 1997 aan de gewesten medegedeeld dat in de artikelen 2 en 3 van het wetsontwerp de term « in het verbruik gebracht » werd hernomen.

De heer Daems dringt aan op een precieze omschrijving van de belastbare materie. In artikel 2 wordt enkel verwezen naar een nog te nemen koninklijk besluit waarin het begrip « produkten in papier en/of karton die in het verbruik gebracht worden » nader zal worden omschreven.

Inzake BTW en accijnzen wordt weliswaar het tarief van de belasting bij koninklijk besluit bepaald maar niet de belastbare basis. Volgens spreker is dergelijke techniek dan ook niet aanvaardbaar : de belastbare materie moet bij wet en niet bij koninklijk besluit worden omschreven.

De eerste minister geeft aan dat dit koninklijk besluit achteraf bij wet moet worden bekrachtigd.

De heer Reynders meent dat het inschrijven in de wet van een termijn binnen dewelke dergelijk koninklijk besluit moet worden bekrachtigd slechts zinvol is wanneer ook in een sanctie wordt voorzien wanneer die bekrachtiging niet tijdig gebeurt. Men zou bijvoorbeeld kunnen bepalen dat in dergelijk geval het koninklijk besluit niet meer van toepassing is.

M. Daems insiste pour que la base imposable soit fixée par une loi et non par arrêté royal.

Le premier ministre fait observer que cette technique a déjà été utilisée à plusieurs reprises dans le dossier des écotaxes.

Il ne voit toutefois aucune objection à ce que l'on prévienne dans la loi un délai dans lequel l'arrêté royal doit être confirmé.

*
* *

MM. Daems et Didden présentent un amendement (n° 12, Doc. n° 918/2) visant à prévoir que cette confirmation doit intervenir avant le 31 décembre 1997.

M. Tavernier réitère sa question concernant l'exception prévue en faveur des papiers domestiques et sanitaires (voir le point II de la Discussion générale).

Le professeur De Clercq souligne que les papiers domestiques et sanitaires sont difficilement recyclables après consommation.

Cette remarque est toutefois pertinente si l'on considère l'ancienne philosophie de la législation sur les écotaxes, étant donné qu'une certaine quantité de fibres recyclées peuvent effectivement entrer dans la fabrication des papiers domestiques et sanitaires.

L'amendement n° 12 de *MM. Daems et Didden* est adopté par 12 voix et une abstention.

L'article 2, ainsi modifié, est adopté par 9 voix contre 3 et une abstention.

Art. 3

MM. Daems et Didden présentent un amendement (n° 13, Doc. n° 918/2, p. 6) qui est similaire à l'amendement (n° 12) qu'ils ont présenté à l'article 2.

M. Daems fait observer qu'il conviendrait, dans le texte néerlandais, de remplacer les mots « met respect voor » par les mots « met inachtneming van ».

La commission marque son accord sur cette amélioration formelle du texte.

M. Tavernier indique que, dans son avis, le gouvernement flamand estime que ce n'est pas au Roi, mais bien aux régions qu'il revient de déterminer le pourcentage de collecte et de recyclage.

Pourquoi le gouvernement fédéral n'a-t-il pas tenu compte de cette observation ?

Le premier ministre précise que le gouvernement a suivi l'avis du Conseil d'Etat, appliquant la même procédure que lors de l'instauration de l'écotaxe pour les emballages de boissons.

Le gouvernement fédéral ne peut rien imposer aux régions, étant donné que tant l'Etat que les régions sont des entités autonomes. Les pourcentages de recyclage seront déterminés de commun accord avec les régions.

De heer Daems dringt erop aan dat de belastbare basis bij wet en niet bij koninklijk besluit zou worden bepaald.

De eerste minister geeft aan dat in het dossier van de milieutaksen deze techniek reeds meermaals werd gebruikt.

Hij heeft echter geen bezwaar tegen het inschrijven in de wet van een termijn binnen dewelke de bekrachtiging van het koninklijk besluit zou moeten plaatsvinden.

*
* *

De heren Daems en Didden dienen een amendement n° 12 (Stuk n° 918/2) in, dat bepaalt dat deze bekrachtiging voor 31 december 1997 moet geschieden.

De heer Tavernier herhaalt zijn vraag over de uitzondering voor sanitair en huishoudpapier (cf. punt II — algemene bespreking).

Professor De Clercq geeft aan dat sanitair en huishoudpapier na consumptie moeilijk nog kunnen worden gerecycleerd.

Binnen de vroegere filosofie van de milieutakswetgeving is deze opmerking echter pertinent. Bij de fabricatie van sanitair en huishoudpapier kan inderdaad een hoeveelheid gerecycleerde vezels worden gebruikt.

Amendement n° 12 van de heren *Daems en Didden* wordt aangenomen met 12 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 2, zoals gewijzigd wordt aangenomen met 9 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Art. 3

De heren Daems en Didden dienen een amendement n° 13 (Stuk n° 918/2) in dat gelijklopend is met hun amendement (n° 12) op artikel 2.

De heer Daems merkt op dat in de Nederlandse tekst de woorden « met respect voor » beter kunnen worden vervangen door « met inachtneming van ».

De Commissie stemt in met deze tekstverbetering.

De heer Tavernier geeft aan dat de Vlaamse regering in haar advies van oordeel is dat niet de Koning maar de Gewesten het percentage van inzameling en recyclage moeten bepalen.

Waarom heeft de federale regering dit voorstel niet aanvaard ?

De eerste minister geeft aan dat de regering het advies van de Raad van State heeft gevolgd. Dezelfde procedure werd gebruikt als voor de milieutaks op drankverpakkingen.

De federale regering kan de Gewesten geen opdrachten geven. Zowel de Staat als de Gewesten zijn immers autonoom. De recyclagepercentages zullen in akkoord met de Gewesten worden vastgelegd.

Mme Hermans précise que, dans leurs avis, les trois gouvernements régionaux insistent pour que soit installé rapidement un groupe de travail formel chargé d'assurer la cohérence entre les différentes législations ou projets de législation régionaux et fédéraux.

Ce groupe de travail a-t-il déjà été créé entre-temps ?

Le premier ministre précise que ce groupe de travail a déjà examiné entre-temps la problématique de l'écotaxe sur les emballages de boissons.

M. Tavernier précise que l'article 3 cadre parfaitement dans la vision de Fost Plus. De nombreuses entreprises privées et de nombreuses communes estiment que cette approche est très centralisatrice, dirigiste et monopolistique.

L'attitude arrogante de Fost Plus à l'égard des communes qui pratiquent vraiment la prévention en matière de déchets, est significative à cet égard.

M. Reynders demande comment le parlement vérifiera si l'on respecte les dispositions communales applicables à la gestion des déchets, et en particulier, les dispositions relatives à la collecte des déchets ménagers.

Le premier ministre indique que ce n'est pas l'arrêté royal qui devra se conformer aux dispositions communales mais bien celui qui effectuera la collecte.

Dans le texte français de l'article 3, après la date du 1^{er} septembre 1997, il convient d'insérer le mot « et ».

La commission marque son accord sur cette correction d'ordre linguistique.

*
* *

L'amendement n° 13 de MM. Daems et Didden est adopté par 12 voix et 1 abstention.

L'article 3, ainsi modifié et compte tenu de l'erratum, est adopté par 9 voix contre 3 et une abstention.

Art. 3bis (nouveau)

M. Daems présente un amendement (n° 8 — Doc. n° 918/2) tendant à insérer un article 3bis, libellé comme suit :

L'article 376 de la loi du 16 juillet 1993 est abrogé.

L'auteur estime que l'écotaxe sur les appareils-photos jetables est, elle aussi, incompatible avec l'article 30 du Traité de Rome. Il propose dès lors de supprimer cette taxe dès à présent.

Le premier ministre précise que ces règles ont été élaborées après concertation avec le secteur concerné.

Le professeur De Clercq confirme les propos du premier ministre. En outre, il n'a pas été prouvé que

Mevrouw Hermans geeft aan dat de drie gewestregeringen in hun adviezen aandringen op de snelle installatie van een formele werkgroep om de coherentie tussen de verschillende regionale en federale wetgevingen of ontwerpen van wetgeving te verzekeren.

Werd die werkgroep intussen reeds opgericht ?

De eerste minister geeft aan dat deze werkgroep intussen reeds de problematiek van de milieutaks op drankverpakkingen heeft onderzocht.

De heer Tavernier geeft aan dat artikel 3 volledig past in de filosofie van Fost Plus. Deze benadering wordt door vele privéondernemingen en gemeenten als zeer centralistisch, dirigistisch en monopolistisch ervaren.

De arrogante houding van Fost Plus tegenover die gemeenten die echt aan afvalpreventie doen is tekenend daarvoor.

De heer Reynders vraagt hoe het parlement zal nagaan of de gemeentelijke bepalingen die van toepassing zijn op het beheer van afvalstoffen en meer bepaald de bepalingen die betrekking hebben op de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen zullen worden inachtgenomen.

De eerste minister geeft aan dat niet het koninklijk besluit maar diegene die de inzameling verricht de gemeentelijke bepalingen zal moeten inachtnemen.

In de Franse tekst van artikel 3 moet na de datum van 1 september 1997 het woord « et » worden ingevoegd.

De commissie stemt in met deze tekstverbetering.

*
* *

Amendement n° 13 van de heren Daems en Didden wordt aangenomen met 12 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 3, zoals gewijzigd en met inbegrip van de errata, wordt aangenomen met 9 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Art. 3bis (nieuw)

De heer Daems dient een amendement n° 8 (Stuk n° 918/2) in tot invoeging van een artikel 3bis, dat luidt als volgt :

Artikel 376 van de wet van 16 juli 1993 wordt opgeheven.

De auteur meent dat ook de milieutaks op de wegwerpfotoestellen in strijd is met artikel 30 van het Europees Verdrag. Hij stelt dan ook voor deze taks nu reeds af te schaffen.

De eerste minister geeft aan dat de desbetreffende regeling na overleg met de betrokken sector tot stand is gekomen.

Professor De Clercq bevestigt dit. Er werd bovendien nog niet aangetoond dat ook hier de proportio-

le principe de proportionnalité aurait été violé, comme cela est apparu à la lumière du bilan écologique effectué pour les rasoirs jetables.

Aussi, la conclusion de M. Daems est-elle pour le moins prématurée.

*
* *

L'amendement est ensuite retiré.

Art. 4

Cet article est adopté par 9 voix contre une et 3 abstentions.

Art. 5

Cet article est adopté par le même vote.

*
* *

Les amendements n^{os} 2 à 6 de M. Schoeters (Doc. n^o 918/2) sont retirés.

Ils seront présentés sous la forme d'une proposition de loi distincte pour laquelle l'urgence sera demandée.

Art. 6

M. Daems présente deux amendements.

Le premier amendement (n^o 9) tend à compléter l'article 6 par le tiret suivant : « — les récipiënten d'origine naturelle ».

Le deuxième amendement (n^o 11) tend à insérer un tiret libellé comme suit : « — le cristal ».

Le premier ministre peut marquer son accord sur le deuxième amendement.

Ce matériau figurait à l'article 6 de l'avant-projet de loi. Il a été supprimé parce que le Conseil d'Etat a fait observer à juste titre que la commission de suivi n'avait pas donné d'avis à ce sujet.

Le professeur De Clercq précise à cet égard que la commission de suivi n'a émis un avis que sur les matériaux qui posaient problème selon le département des Finances.

Le premier ministre estime que le premier amendement a, par contre, déjà une portée trop large.

*
* *

L'amendement n^o 9 est rejeté par 9 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'amendement n^o 11 est adopté par 12 voix et une abstention.

naliteitsregel zou zijn geschonden, wat wel bleek uit de milieubalans inzake wegwerpscheerapparaten.

De conclusie van de heer Daems is dan ook op zijn minst voorbarig.

*
* *

Het amendement wordt vervolgens ingetrokken.

Art. 4

Dit artikel wordt aangenomen met 9 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Art. 5

Dit artikel wordt aangenomen met dezelfde stemming.

*
* *

De amendementen n^{rs} 2 tot 6 van de heer Schoeters (Stuk n^o 918/2) worden ingetrokken.

Ze zullen als een afzonderlijk wetsvoorstel worden ingediend, waarvoor de hoogdringendheid zal worden gevraagd.

Art. 6

De heer Daems dient twee amendementen in.

Het eerste amendement n^o 9 strekt ertoe aan artikel 6 een gedachtenstreep toe te voegen : « — recipiënten van natuurlijke oorsprong ».

Het tweede amendement n^o 11 wil een gedachtenstreep « — kristal » toevoegen.

Met het tweede amendement kan *de Eerste minister* instemmen.

Dit materiaal kwam voor in artikel 6 van het voorontwerp van wet. Het werd eruit gelicht omdat de Raad van State terecht opmerkte dat de opvolgingscommissie hierover geen advies had verleend.

Professor De Clercq stipt hierbij aan dat de opvolgingscommissie enkel advies heeft verleend over die materialen die volgens het departement van Financiën problemen opleverden.

Het eerste amendement daarentegen is volgens *de eerste minister* al te ruim geformuleerd.

*
* *

Amendement n^o 9 wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement n^o 11 wordt aangenomen met 12 stemmen en 1 onthouding.

L'article 6, ainsi modifié, est adopté par 9 voix et 4 abstentions.

Art. 7 (*nouveau*)

L'amendement n° 1 de *M. Arens* tendant à insérer un article 7 (*nouveau*), est adopté par 9 voix et 4 abstentions.

Art. 8 (*nouveau*)

M. Daems présente un amendement (n° 7) tendant à insérer un article 8 (*nouveau*) visant à supprimer les points 2° et 6° de l'article 401 de la loi du 16 juillet 1993.

Le gouvernement présente à cet amendement un sous-amendement (n° 10) tendant à ajouter les mots « alinéa 1^{er} » après les mots « article 401, 2° ».

Ce sous-amendement est adopté par 11 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 7, ainsi modifié, est adopté par le même vote.

*
* *

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été modifié et y compris l'errata, est adopté par 9 voix contre 3 et une abstention.

La rapporteuse,

A. HERMANS

Le président,

M. DIDDEN

Artikel 6 (zoals gewijzigd) wordt aangenomen met 9 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 7 (*nieuw*)

Amendement n° 1 van *de heer Arens* tot toevoeging van een nieuw artikel 7 wordt aangenomen met 9 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 8 (*nieuw*)

De heer Daems dient een amendement n° 7 in waarin hij de toevoeging voorstelt van een nieuw artikel 8, waarbij het 2° en het 6° van artikel 401 van de wet van 16 juli 1993 worden weggelaten.

Op dit amendement wordt door *de regering* een subamendement n° 10 ingediend, waarbij na « artikel 401, 2° » de woorden « eerste lid » worden toegevoegd.

Dit subamendement wordt aangenomen met 11 stemmen en 2 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde amendement n° 7 wordt aangenomen met dezelfde stemming.

*
* *

Het gehele wetsontwerp, zoals gewijzigd en met inbegrip van de errata, wordt aangenomen met 9 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

De rapporteur,

A. HERMANS

De voorzitter,

M. DIDDEN

ANNEXE 1

M. T. KELCHTERMANS
Vlaams Minister van Leef-
milieu en Tewerkstelling
Galileilaan 5, bus 4
1210 BRUSSEL

M. G. LUTGEN
Ministre wallon de
l'Environnement
Square de Meeûs 35
1000 BRUXELLES

M. D. GOSUIN
Ministre du Gouvernement de
la Région de Bruxelles-
Capitale chargé de l'Environ-
nement
Avenue Louise 54, bte 10
1050 BRUXELLES

N. Réf. : eco.124

Cher Collègue,

Objet : Ecotaxes

Le texte du projet de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat a été adapté à l'avis du Conseil d'Etat et déposé à la Chambre des représentants.

Vous constaterez que les principales adaptations à l'avis du Conseil d'Etat sont les suivantes :

- dans les articles 2 et 3 la notion de « mise à la consommation » a été réinsérée;
- l'arrêté royal visé à l'article 2 doit être confirmé par la loi;
- l'article 3 prévoit que le taux de recyclage sera déterminé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres;
- le mot « cristal » a été supprimé dans l'annexe 18;
- l'article 7 a été supprimé, cette disposition ne relevant pas de la compétence du législateur fédéral.

En annexe, vous trouverez copie du texte déposé, ainsi que de l'avis du Conseil d'Etat.

Votre dévoué,

Jean-Luc DEHAENE

BIJLAGE 1

De heer T. KELCHTERMANS
Vlaams Minister van Leef-
milieu en Tewerkstelling
Galileilaan 5, bus 4
1210 BRUSSEL

De heer G. LUTGEN
Ministre wallon de
l'Environnement
Square de Meeûs 35
1000 BRUXELLES

De heer D. GOSUIN
Ministre du Gouvernement de
la Région de Bruxelles-
Capitale chargé de l'Environ-
nement
Avenue Louise 54, bte 10
1050 BRUXELLES

O. Ref. : eco.122

Waarde Collega,

Betreft : milieutaks

De tekst van het ontwerp tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur werd aangepast aan het advies van de Raad van State en neergelegd bij de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Zoals U kan vaststellen, zijn de voornaamste aanpassingen aan het advies van de Raad van State de volgende :

- in de artikelen 2 en 3 herneemt men de term « in het verbruik gebracht »;
- het koninklijk besluit bedoeld in artikel 2 moet bij wet worden bekrachtigd;
- in artikel 3 wordt voorzien dat het recyclagepercentage bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit zal worden bepaald;
- in de bijlage 18 vervalt het woord « kristal »;
- artikel 7 vervalt omdat deze bepaling niet tot de bevoegdheid van de federale wetgever behoort.

In bijlage vindt U een afschrift van de neergelegde tekst evenals van het advies van de Raad van State.

Uw dienstwillige,

Jean-Luc DEHAENE

ANNEXE II

GOUVERNEMENT WALLON
Séance du 12 décembre 1996

Notification

Point 76 :

Projet de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Livre III : Ecotaxes).

Demande d'accord du Gouvernement Wallon.
(GW VI/96/12.12/Doc. 1700/G.L.)

Décision :

1. Le Gouvernement rappelle la position de principe qu'il a adoptée et les demandes qu'il a formulées en accord avec les autres Régions lors de sa séance du 14 décembre 1995 (GW VI/95/14.12/Doc. 0419).

2. Il souhaite la mise en place rapide d'un groupe de travail formel, mandaté par le Comité de coordination, pour assurer une cohérence des différentes réglementations ou projets de réglementations régionales et fédérales.

3. Le Gouvernement souhaite également pouvoir être associé rapidement à l'élaboration de normes de produits en vue d'améliorer les taux de réutilisation ou de recyclage de certains produits.

4. Il marque son accord sur le projet de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, aux conditions suivantes :

— remplacer l'article 2, § 1^{er}, par la disposition suivante :

« Art. 2. — § 1^{er}. L'article 383, § 1^{er}, de la loi du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

« A l'exception des livres, des papiers domestiques et sanitaires et des emballages en papier et/ou carton, les produits en papiers et/ou cartons mis sur le marché pour consommation finale sont soumis à une écotaxe de 10 francs par kg. Le Roi détermine, au plus tard le 1^{er} juin 1997, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après accord des régions, le terme « les produits en papier et/ou carton mis sur le marché pour consommation finale. » ;

— remplacer l'article 3, § 1^{er}, par la disposition suivante :

« Art. 3. — § 1^{er}. L'article 384, troisième alinéa, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Les produits visés à l'article 383 sont exonérés du 1^{er} janvier 1997 au 31 décembre 1997. Après cette date, cette exonération ne peut être invoquée que par le contribuable qui démontre que le produit en papier et/ou carton qu'il a mis sur le marché pour consommation finale est collecté et

BIJLAGE II

VLAAMSE REGERING
Vergadering van dinsdag 10 december 1996

VR/PV/1996/55 – punt 33

Betreft :

Voorontwerp van wet tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur (wijzigingen met betrekking tot de milieutaks op papier, wegwerpartikelen en drankverpakkingen).

Verzoek om instemming vanwege de federale regering (VR/96/10-12/DOC.0993)

Beslissing :

De Vlaamse regering beslist :

1. volgend standpunt in te nemen met betrekking tot bovengenoemd voorontwerp van wet :

1.1. de Vlaamse regering herhaalt haar principieel standpunt en de vragen die, in akkoord met de andere gewesten, geformuleerd werden in haar beslissing d.d. 13 december 1995 (VR/PV/1995/55 - punt 44). De Vlaamse regering wenst de snelle installatie van een formele werkgroep om de coherentie tussen de verschillende regionale en federale wetgevingen of ontwerpen van wetgeving te verzekeren.

1.2. de Vlaamse regering wenst eveneens snel betrokken te worden bij het uitwerken van produktnormen met het oog op een verbetering van de percentages van hergebruik en recyclage voor bepaalde produkten.

1.3. de Vlaamse regering kan instemmen met bovengenoemd voorontwerp van wet onder volgende voorwaarden :

1.3.1. artikel 2, § 1 van het ontwerp moet als volgt worden gewijzigd :

« Artikel 383, § 1, van de wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Met uitzondering van boeken, sanitair en huishoudpapier, en verpakkingen in papier en/of karton, wordt op produkten in papier en/of karton die op de markt gebracht worden voor finaal verbruik, een milieutaks geheven van 10 frank per kilogram. De Koning bepaalt, ten laatste op 1 juni 1997, bij een in ministerraad overlegd besluit en na akkoord van de gewesten, het begrip « produkten in papier en/of karton die op de markt gebracht worden voor finaal verbruik. » ;

1.3.2. artikel 3, § 1 van het ontwerp moet als volgt worden gewijzigd :

« Artikel 384, derde lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De produkten bedoeld bij artikel 383 worden van 1 januari 1997 tot 31 december 1997 vrijgesteld. Na deze datum kan deze vrijstelling slechts worden ingeroepen door de belastingplichtige die aantoonst dat het produkt in papier en/of karton dat door hem op de markt gebracht

recyclé, soit par lui-même, soit par l'intervention d'un tiers public ou privé reconnu à cet effet par les régions et ce, aux conditions et à concurrence du pourcentage déterminés par chaque région, au plus tard le 1^{er} septembre 1997, dans le respect des dispositions régionales et communales applicables en matière de gestion des déchets et plus particulièrement les dispositions régissant le ramassage des déchets ménagers. ». »;

— remplacer l'article 3, § 2, par la disposition suivante :

« Art. 3. — § 2. L'article 384 est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Lorsqu'il ressort que les taux déterminés conformément au présent article, troisième alinéa, ne sont pas atteints, l'exonération de l'écotaxe est retirée pour l'année suivante. ». »;

— rajouter un nouvel article 7, rédigé comme suit :

« Art. 7. — A l'article 392, § 1^{er}, de la même loi, il est inséré après le deuxième alinéa, un alinéa, libellé comme suit :

« Lorsque la présente loi confère aux redevables l'obligation d'atteindre des taux de collecte, de recyclage ou de valorisation et assortit cette obligation de la faculté de les atteindre par l'intervention d'organisations reconnues par les régions, ces organisations sont soumises, en ce qui concerne le contrôle de leurs décisions en matière de budgets annuels et de tarifications, aux règles régionales adoptées en la matière, indépendamment du fait que celles-ci dérogent à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique. ». ».

5. Le gouvernement charge le Ministre-Président de communiquer la présente décision au Premier ministre.

le Secrétaire du Gouvernement,

Georges HOREVOETS

werd voor finaal verbruik, hetzij door hemzelf, hetzij door tussenkomst van een derde, privé of publiek, die hiervoor aangewezen is door de Gewesten, ingezameld en gerecycleerd wordt, en dit onder de voorwaarden en ten belope van een percentage die bepaald worden door de Gewesten, ten laatste op 1 september 1997, en met respect voor de gewestelijke en gemeentelijke bepalingen die van toepassing zijn op het beheer van afvalstoffen, en meer bepaald de bepalingen die betrekking hebben op de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen. ». »;

1.3.3. artikel 3, § 2 van het ontwerp moet als volgt worden gewijzigd :

« Artikel 384 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Indien blijkt dat de percentages die bepaald zijn overeenkomstig het derde lid van dit artikel, niet worden behaald, wordt de vrijstelling van de milieutaks voor het volgende jaar ingetrokken. ». »;

1.3.4. een artikel 7 moet worden toegevoegd luidend als volgt :

« In artikel 392, § 1, van dezelfde wet wordt na het tweede lid een lid ingevoegd luidend als volgt :

« Indien de huidige wet aan de belastingplichtigen de verplichting oplegt om percentages van inzameling, recyclage of nuttige toepassing te behalen, en indien de mogelijkheid geboden wordt om deze percentages te behalen door de tussenkomst van organismen die erkend worden door de Gewesten, worden deze organismen, voor wat betreft het toezicht op hun beslissingen inzake begroting en tarifiering, onderworpen aan de gewestelijke regelgeving die in deze materie werd aangenomen, ongeacht het feit dat deze regelgeving afwijkt van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend. ». »;

2. de minister-president van de Vlaamse regering te gelasten de federale regering van deze beslissing in kennis te stellen.

Secretaris,

Eric STROOBANTS

GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE : NOTIFICATION DE LA REUNION DU 12 DECEMBER 1996

Point 44 — Avant-projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Livre III : Ecotaxes) — Demande d'accord du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (GRBC-P*G-31.90.0)**

Décision :

Accord.

1. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale rappelle sa position de principe adoptée et ses demandes formulées, en accord avec les autres Régions et énoncées dans sa décision du 14 décembre 1995. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale souhaite la mise en place rapide d'un groupe de travail formel, mandaté par le Comité de coordination, pour assurer une cohérence des différentes réglementations ou projets de réglementation régionales et fédérales.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale souhaite également pouvoir être associé rapidement à l'élaboration de normes de produits en vue d'améliorer les taux de réutilisation ou de recyclage de certains produits.

2. Concernant le projet de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale marque son accord sur ce projet de loi aux conditions suivantes :

a) Remplacer l'article 2, § 1^{er}, par la disposition suivante :

« Art. 2. — § 1^{er}. L'article 383, § 1^{er}, de la loi du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

« A l'exception des livres, papiers domestiques et sanitaires et des emballages en papier et/ou carton, les produits en papier et/ou carton mis sur le marché pour consommation finale sont soumis à une écotaxe de 10 francs par kg. Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le terme « les produits en papiers et/ou carton mis sur le marché pour consommation finale » pour le 1^{er} juin 1997 au plus tard et après accord des régions. ».

b) Remplacer l'article 3, § 1^{er}, par la disposition suivante :

« Art. 3. — § 1^{er}. L'article 384, troisième alinéa de la même loi est remplacé par la disposition suivante : « Les produits visés à l'article 383 sont exonérés du 1^{er} janvier 1997 au 31 décembre 1997, après cette date, cette exonération ne peut être invoquée que par le contribuable qui démontre que le produit en papier et/ou carton qu'il a mis sur le marché pour consommation finale est collecté et recyclé soit par lui-même, soit par l'intervention d'un tiers public ou privé reconnu à cet effet par les régions, et ce, aux conditions et à concurrence du pourcentage déterminées par chaque Région, au plus tard le 1^{er} septembre 1997, dans le respect des dispositions régionales et communales applicables en matière de gestion des déchets et plus particulièrement les dispositions régissant le ramassage des déchets ménagers. ».

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING : BETEKENING VAN DE VERGADERING VAN 12 DECEMBER 1996

Punt 44 — Voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale structuur van de Staat (Boek III : milieuheffingen) — Aanvraag tot goedkeuring door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering (BHR-P*G-31.90.0)**

Beraadslaging :

Goedgekeurd.

1. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering verwijst naar haar principieel standpunt, en de aanvragen die ze, met het gemeenschappelijk akkoord van de andere gewesten, heeft geformuleerd en in haar beslissing van 14 december 1995 heeft vermeld. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering wenst zo snel mogelijk een officiële werkgroep samen te stellen die gemandateerd wordt door het Coördinatietoelcomité om te zorgen voor de samenhang van de verschillende regelgevingen of ontwerpen van gewestelijke of federale regelgeving.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering wenst tevens spoedig betrokken te worden bij de uitwerking van productnormen met het oog op betere hergebruik- en recyclingpercentages voor sommige producten.

2. Voor het wetsontwerp tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, hecht de Brusselse Hoofdstedelijke Regering haar goedkeuring aan dit wetsontwerp onder de volgende voorwaarden :

a) Artikel 2, § 1, moet door de volgende bepaling worden vervangen :

« Art. 2. — § 1. Artikel 383, § 1, van de wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Met uitzondering van karton en/of papier bestemd voor het drukken van boeken, sanitair en huishoudpapier, en karton en/of papier bestemd voor de productie van verpakkingen, wordt op papier en/of karton dat op de markt gebracht wordt voor finaal verbruik, een milieutaks geheven van 10 frank per kg. Uiterlijk vóór 1 juni 1997 en na akkoord van de Gewesten bepaalt de Koning, bij een in Ministerraad gedelibereerd besluit, het begrip « op de markt gebracht voor finaal verbruik ». ».

b) Artikel 3, § 1 moet door de volgende bepaling worden vervangen :

« Art. — 3, § 1. Artikel 384, derde lid van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling : « De producten bedoeld bij artikel 383 worden van 1 januari 1997 tot 31 december 1997 vrijgesteld. Na deze datum kan deze vrijstelling slechts worden ingeroepen door de belastingplichtige die aantoont dat het door hem in verbruik gebracht papier wordt ingezameld en gerecycleerd hetzij door hemzelf, hetzij door tussenkomst van een derde, privé of publiek, die hiervoor erkend is door de Gewesten, en dit onder de voorwaarden en ten belope van een percentage dat bepaald wordt door de Gewesten, ten laatste op 1 september 1997, en met inachtneming van de gewestelijke en gemeentelijke bepalingen die van toepassing zijn op het beheer van afvalstoffen, en meer bepaald de bepalingen die betrekking hebben op de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen. ».

c) Remplacer l'article 3, § 2, par la disposition suivante :

« Art. 3. — § 2. L'article 384 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Lorsqu'il ressort que les taux déterminés conformément au présent article, troisième alinéa ne sont pas atteints, l'exonération de l'écotaxe est retirée pour l'année suivante. ». ».

d) Rajouter un nouvel article 7, rédigé comme suit :

« Art. 7. — A l'article 392, § 1^{er}, de la même loi, il est inséré après le deuxième alinéa, un alinéa libellé comme suit :

« Lorsque la présente loi confère aux redevables l'obligation d'atteindre des taux de collecte, de recyclage ou de valorisation et assortit cette obligation de la faculté de les atteindre par l'intervention d'organisations reconnues par les régions, ces organisations sont soumises, en ce qui concerne le contrôle de leurs décisions en matière de budgets annuels et de tarifications, aux règles régionales adoptées en la matière indépendamment du fait que celles-ci dérogent à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique. ». ».

3. Le gouvernement charge le ministre ayant l'Environnement dans ses compétences de transmettre la présente décision au Premier ministre.

La présente décision est de notification immédiate.

Le Secrétaire,

Alain HUTCHINSON

c) Artikel 3, § 2 moet door de volgende bepaling worden vervangen :

« Art. 3. — § 2. Artikel 384 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt : « Indien blijkt dat de percentages die bepaald zijn overeenkomstig het derde lid van dit artikel niet worden behaald, wordt de vrijstelling van de milieutaks voor het volgende jaar ingetrokken. ». ».

d) Er moet een nieuw artikel 7 worden toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 7. — In artikel 392, § 1 van dezelfde wet wordt na het tweede lid een lid ingevoegd :

« Indien deze wet de belastingplichtigen bindt aan de verplichting om de door boek III van deze wet opgelegde percentages voor inzameling, recycling of hergebruik te behalen, en deze verplichting laat gepaard gaan met de mogelijkheid om deze te behalen met de tussenkomst van door de Gewesten erkende instellingen, zijn deze instellingen, wat hun beslissingen inzake jaarlijkse begrotingen en tarifieringen betreft, onderworpen aan de aangenomen gewestelijke regels met het oog op de uitvoering van de Richtlijn van het Europees Parlement en van de Raad 94/62/EG van 20 december 1994 betreffende de verpakkingen en het verpakkingsafval ongeacht of deze afwijken van de wet van 27 juni 1921 tot toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan de verenigingen zonder winstoogmerk en de instellingen van openbaar nut. ». ».

3. De regering belast de minister bevoegd voor Leefmilieu met de voorlegging van deze beslissing aan de Eerste minister.

Deze beslissing wordt onmiddellijk ter kennis gebracht.

De Secretaris,

Alain HUTCHINSON